



Le syndicat de la clarté et de la transparence



[paris@unsa-education.org](mailto:paris@unsa-education.org)

[paris@unsa-itrfbio.org](mailto:paris@unsa-itrfbio.org)

**Déclaration liminaire CTA  
Académie de Paris  
Jeudi 15 mars 2018**

**Actualité dense. Tout bouge rapidement. Aujourd'hui construit **demain**.**

L'UNSA Education considère que le CTA d'aujourd'hui se tient sur le thème de l'avenir.

Pour démarrer, un thème qui concerne tout le monde mais à des temporalités différentes : la Retraite. L'UNSA Education soutien les revendications de nos anciens collègues actuellement retraités. Ils vont les porter ce jour devant les portes du ministère. De même pour les personnels des EPHAD. Il s'agit là de sécuriser le présent de nos anciens collègues et notre avenir.

Sur un très court terme : la rentrée 2018. Nous préciserons nos revendications et analyses lors des points à l'ordre du jour. Toutefois, nous remercions d'ores et déjà les services pour la qualité et la célérité de leur travail. Nous avons déjà dénoncé l'enveloppe attribuée à notre académie lors des précédentes instances donc nous ne nous étendrons pas.

De tout temps, nous exigeons un cadre sécurisant pour nos élèves et nos collègues.



Du point de vue sanitaire, l'invasion de rats dans une école encore récemment n'est pas tolérable. Même si cela ne relève pas directement des compétences de l'académie, nous voulions le souligner.

Sur un autre pan, la question de la qualité de vie au travail doit se poser. L'académie doit pouvoir être force de proposition. Un colloque sur ce sujet est organisé demain pour la fonction publique. De son côté, l'UNSA Education offre un format de réflexion et d'action le 23 mai en ces murs. La Prévention et la prise en compte du cadre d'exercice sont deux clés d'amélioration pour tous les personnels au service des élèves.

Pour conclure, un mot sur notre statut de fonctionnaire. La modernisation et l'évolution de la fonction publique n'est pas taboue depuis longtemps pour l'UNSA Education. Toutefois, l'attitude de défiance du gouvernement ne nous dit rien qui vaille sur ce qu'il ressortira des discussions à ce propos. Précisons que ces discussions n'ont pas toujours commencées. Alors, dans ce contexte, l'UNSA assume le choix de réserver son action de grève pour peser lors de l'ouverture des négociations. Elle préfère laisser le soin à ses organisations de voir si localement il est pertinent d'appeler dès maintenant. Pour préparer l'avenir de la fonction publique, elle sensibilise déjà l'opinion, car c'est bien là que se joue cette première manche avec le gouvernement.

Sans abnégation, l'action de l'UNSA Education est bien de défendre l'intérêt général en prenant de la hauteur plutôt que le bien commun qui relève davantage la convergence des luxes.